

***Acceptabilité sociale, énergies et territoires :
De quelques exigences fortes pour l'action publique***

Mémoire soumis à la
Commission sur les enjeux énergétiques

par

Marie-José FORTIN
Chaire du Canada en développement régional et territorial
GRIDEQ / CRDT / UQAR

Yann FOURNIS
GRIDEQ / CRDT / UQAR

Raymond BEAUDRY
GRIDEQ / UQAR

11 octobre 2013

Table des matières

Introduction.....	1
1. Acceptabilité sociale : repères sur un référentiel en construction	3
1.1 Les sciences sociales face à l'acceptabilité sociale des technologies énergétiques : l'éolien comme laboratoire.....	4
1.1.1 Vers une définition de l'acceptabilité sociale : les propositions de la littérature	5
1.1.2 Les facteurs déterminants selon la littérature : proposition selon trois niveaux.....	6
1.2 L'acceptabilité sociale : une définition	15
2. Vers une politique énergétique socialement acceptable? de quelques exigences pour l'action publique.....	16
2.1 Un appel fort, pour un État responsable.....	16
2.2 Gouvernance, citoyenneté et territoire : ou comment sortir du modèle «décider- annoncer-défendre»?.....	18
2.3 La connaissance : accessibilité, qualité et diversité	21
Bibliographie.....	23

INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'année au Québec, les projets énergétiques soulèvent des débats sociaux importants. Aucune filière n'est épargnée : hydro-électricité, éolien, pétrole, gaz de schiste. Parmi les revendications récurrentes, il y a cette demande pour que les projets soient situés et évalués à partir d'une vision plus globale et intégrée. Dans cette perspective, le travail amorcé par la ministre Martine Ouellet, autour du présent chantier pour une nouvelle politique de l'énergie, est à saluer. Nous voulons contribuer à ce débat national en apportant quelques éclairages tirés de recherches menées sur deux filières énergétiques, l'éolien et le gaz de schiste. Nos travaux ont la particularité de soulever la question de l'articulation avec les territoires, en tentant notamment d'éclairer les conflits actuels et la question de l'acceptabilité sociale.

D'entrée de jeu, les conflits ne sont pas envisagés comme des freins à l'implantation de projets, mais comme des espaces dialogiques à travers lesquels se manifestent de nouvelles attentes sociétales à l'égard des promoteurs et des autorités politiques. Ces demandes sont le fait de valeurs et de représentations qui, sans être forcément nouvelles, s'affichent avec plus d'ampleur. Elles constituent le socle sur lequel fonder une politique qui suscite l'adhésion. C'est en ce sens que nous envisageons l'acceptabilité sociale comme un processus dialogique collectif ouvert, menant à l'adoption d'arrangements et de règles institutionnels reconnus légitimes car cohérents avec la vision du territoire et le modèle de développement privilégiés. Certains en parleraient comme d'un «contrat social». L'examen attentif du contenu des débats permettrait donc de nourrir les réflexions en cours. Dans cette perspective, nous proposons de tirer quelques enseignements de ces débats pour nourrir les fondements d'une politique énergétique et, plus largement, du «modèle» dans lequel ils s'enracinent.

La notion de modèle permet de dépasser l'idée trop répandue à l'effet que les débats ne sont l'expression que de perceptions et d'opinions qui seraient facilement malléables. Les demandes sociales exprimées s'appuient plutôt sur des représentations, certes variées, parfois divergentes, mais qui s'inscrivent dans un cadre plus global ayant une relative stabilité, en lien avec un ensemble de valeurs et d'idées propres à des contextes historiques, qui peuvent trouver écho dans des arrangements institutionnels, nouveaux, ajustés, réformés. Pensons à la notion de développement durable privilégiant une compréhension intégrée du développement qui se trouve désormais inscrite dans une Loi nationale et qui doit chapeauter l'action publique.

Une telle inscription des «modèles» dans le temps long implique aussi que les orientations politiques qui seront prises à l'issue de cette consultation s'inscrivent dans une réalité historique, géographique et institutionnelle qui pose son lot de contraintes. C'est, entre autres, ce que nous a montré la mise en place de la filière éolienne : elle ne vise clairement pas les mêmes objectifs ici, au Québec, par rapport à d'autres pays du monde qui cherchent à augmenter leur part d'énergie renouvelable. En d'autres termes, les choix de poursuivre ou de rompre se posent par rapport à un cadre pré-existant, structuré dans un régime de ressources qui a été construit progressivement, parfois sous l'initiative d'une volonté politique forte

introduisant des ruptures, mais plus souvent par le biais d'orientations s'inscrivant dans la continuité (Fournis et Fortin, 2013a).

Retenons que dans les débats actuels, plusieurs des fondations mêmes du modèle québécois sont l'objet de critiques. En ce sens, même si on peut affirmer que par rapport à nombre d'autres pays, le Québec dispose d'un patrimoine riche et enviable eu égard à des enjeux environnementaux qui se posent, il fait face à ses propres défis en lien avec le modèle historiquement construit.

Une chose à retenir des débats est que certains fondements du modèle historique national seraient à revoir ce qui, sous certains angles, posent des exigences fortes pour l'action publique. Notre propos vise à pointer ces exigences actuelles de la société québécoise, en tentant de montrer les inflexions requises, sans pour autant prétendre les traduire dans des termes opératoires comment elles devraient être transposées. Quelques exemples seront toutefois apportés à partir de résultats de nos recherches qui, sans être exhaustifs, permettent d'illustrer des orientations possibles d'application dans les politiques et instruments publics. En particulier, nous nous inspirons de grandes conclusions tirées de nos analyses sur les débats entourant la filière du gaz de schiste, menées dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique¹. Ces débats apparaissent emblématiques par leur caractère très controversé mais, sur le fond, ils sont très apparentés à ceux que l'on retrouve dans nombre d'autres débats touchant les modes d'exploitation des ressources naturelles (forestière, agricole, halieutique) et des types de territoires (ruraux, maritimes, côtiers) étudiés par nos collègues de l'UQAR, associés au Département sociétés, territoires et développement, au GRIDEQ ou au CRDT, dont Jean Dubé, Emmanuel Guy, Mario Handfield, Bruno Jean, Nathalie Lewis, Steve Plante.

Notre mémoire porte donc sur les demandes actuelles de la société québécoise qui posent des exigences fortes pour penser le modèle de développement énergétique et pour l'action publique. Il est structuré en deux grandes parties. D'abord, nous apporterons un éclairage sur la notion d'acceptabilité sociale, qui semble en voie de devenir un nouveau référentiel pour penser et mettre en œuvre les grands projets. Tout en admettant son caractère flou et ouvert à des interprétations diverses, nous insisterons pour montrer son intérêt (Fournis et Fortin, 2013b) à partir de la littérature scientifique d'abord (point 1.1) et ensuite en proposant une définition territoriale de l'acceptabilité sociale (point 1.2). Puis, pour nourrir plus directement les travaux en cours sur la future politique énergétique du Québec, nous dégagerons trois grands paramètres structurant les dynamiques sociales observées : 1) l'appel pour un État responsable, 2) la gouvernance territoriale et la participation citoyenne et 3) la connaissance. Nous essaierons ainsi de pointer quelques voies possibles pour penser ensemble notre avenir énergétique et collectif.

¹ La version finale des rapports doit être remise sous peu et sera rendue disponible sur le site web du ministère (numéros S4-1 et S1-3). Nous remercions le comité d'ÉES de nous avoir permis de diffuser quelques résultats dès maintenant, pour participer à cet exercice de consultation publique.

1. ACCEPTABILITÉ SOCIALE : REPÈRES SUR UN RÉFÉRENTIEL EN CONSTRUCTION²

Le terme d'acceptabilité sociale est très présent dans les débats actuels entourant les projets énergétiques et autres grandes infrastructures. Il est adopté par un nombre important et varié d'acteurs qui, à travers lui, se prononcent sur divers dossiers. On ne compte plus, à cet effet, les déclarations publiques prononcées (BAPE, Commissaire au DD, APGQ, FQM). Mais pour autant qu'elle soit évoquée, la notion demeure floue. C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique la méfiance affichée par nombre de citoyens, y compris dans le présent dossier du gaz de schiste. Par exemple, lors des consultations publiques tenues par le Comité de l'ÉES, près du tiers « des participants à la consultation se sont prononcés sur ce sujet » et que l'idée même « d'étudier les facteurs d'acceptabilité sociale [...] suscite la méfiance de nombreux citoyens qui croient y déceler une intention d'utiliser l'ÉES pour [les] convaincre [...] du bien-fondé de cette filière, d'en accroître l'acceptabilité sociale, au lieu d'en faire l'étude objectivement » (INM, 2012: 7). Un premier travail de définition conceptuelle s'impose donc dans cette première partie du mémoire.

Il débute par une recension des écrits publiés dans le domaine énergétique (nucléaire, éolien, gaz, hydroélectricité) se référant à la thématique de l'acceptabilité sociale. Près de 1000 articles, parus depuis 40 ans (1971-2011), ont ainsi été repérés. Notons la présence de l'expression (ou termes connexes) dans des articles scientifiques dès les années 1980, mais avec une croissance marquée depuis 2004 pour atteindre une centaine de titres publiés annuellement en 2010. La production scientifique traitant de cette notion est donc abondante, et particulièrement associée à la filière éolienne qui devient ainsi un véritable laboratoire pour comprendre le phénomène. On y remarque rapidement comment l'acceptabilité sociale est abordée de façons diverses, puisant à des postulats variés.

C'est donc sous cet angle, épistémologique, que la revue de littérature a été menée : dans un ambitieux exercice portant sur près d'une centaine de textes, les principaux questionnements abordés par les chercheurs ont été repérés, pour ainsi révéler les diverses inflexions, les conceptions et les biais adoptés dans leurs travaux.

² Le texte de cette partie est une version légèrement modifiée de : Fournis, Yann et Marie-José Fortin (2013) « L'acceptabilité sociale : examen de littérature et définition préliminaire des facteurs d'influence » dans Fortin et Fournis (dir.) *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec*, Étude S4-1 remise au Comité d'évaluation environnementale stratégique des gaz de schiste et au MDDEFP.

1.1 Les sciences sociales face à l'acceptabilité sociale des technologies énergétiques : l'éolien comme laboratoire

L'énergie éolienne a récemment été considérée comme un « laboratoire d'apprentissage » quant à l'acceptabilité sociale des énergies, parce que sa forte croissance en a fait une industrie high-tech globale qui a suscité de vives résistances. Des recherches très dynamiques ont bien mis en évidence les « difficultés entourant la localisation et l'acceptation sociale des nouvelles technologies et le besoin d'un engagement communautaire et public élargi ». L'une des leçons majeures de ces recherches est que le social s'est imposé comme un facteur aussi (voire plus) important que la technologie elle-même dans le déploiement concret de l'éolien. Ceci représente un déplacement notable du rôle des facteurs sociaux (et des sciences sociales) face aux transformations technologiques : en quelques années, il est devenu apparent que la recherche sociale ne pourra plus se contenter de remplir une fonction utilitariste de facilitation de l'introduction ou d'acceptation de technologies nouvelles. Les travaux académiques consacrés à l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne portent l'empreinte de cette évolution. Certes, la notion d'acceptabilité sociale elle-même est mobilisée depuis longtemps afin de penser une grande diversité d'enjeux techniques et politiques : la gestion des risques, des déchets, des ressources forestières, le stockage du CO₂ ou des déchets nucléaires, etc. L'intérêt spécifique de la réflexion liée à l'énergie éolienne est que, en moins d'une dizaine d'années, la notion d'acceptabilité sociale passe de la préhistoire scientifique à la fine pointe de certains débats généraux en science sociale.

Dans un champ nettement balisé par d'autres disciplines techniques et scientifiques, l'acceptabilité sociale naît au début des années 1980 d'abord comme connaissance à visée instrumentale qui se conçoit dans un modèle d'analyse du « déficit du public » dépourvu de réelle fondation conceptuelle, elle s'intéresse à la « perception publique » en fonction des besoins du marché, soit essentiellement pour identifier des résistances sociales résiduelles (Devine-Wright, 2005 ; Wolsink, 2012). Plus subtilement, cette approche est encore utilisée aujourd'hui. De cette époque vient aussi sans doute l'indétermination du label désignant les facteurs examinés : travaille-t-on sur l'acceptabilité sociale ? Ou sur l'acceptation sociale ? Ou peut-être sur l'acceptation sociétale ? Voire à la fois sur l'acceptabilité sociale et de l'acceptation sociale ? Dans tous les cas, la notion renvoie au social et, de façon plus générale, à un questionnement plus global sur la société.

Une seule chose est sûre : la quasi-totalité de ces travaux appliquent cette notion à des cas où elle n'est précisément pas présente, observant en fait son côté obscur ou son inverse : « l'inacceptabilité » (Chataignier, Jobert, 2003). L'on reconnaît là les effets de trajectoire d'une notion issue de la recherche opératoire et « utile », orientée seulement sur les problèmes, les barrières, les lacunes et les résistances (il est vrai souvent complétée par des propos normatifs ou opérationnels pour « solutionner » le problème). En ce sens, il s'agit d'une « notion faible » (Fournis et Fortin, 2013b) qui tend à se renforcer scientifiquement : les biais initiaux de la notion d'acceptabilité sociale dans l'énergie éolienne ont été en grande partie corrigés par une véritable explosion de la recherche, autour de quelques figures de proue (M. Wolsink, P. Devine-

Wright, J. Szarka en particulier), qui se situe désormais en bonne place dans quelques-uns des grands débats des sciences sociales. Rappelons surtout, la reconceptualisation de la technologie, bousculée par la tension entre les approches traditionnelles, marquée par le positivisme d'une réalité objective de la technique, et les approches constructivistes, qui valorisent plutôt les dynamiques collectives de co-construction des techniques (et de démocratie technique : Callon, Lascoumes, Barthe, 2009). Or, les « faits » constatés par la technique font une place à la subjectivité, aux valeurs, aux pratiques discursives qui teintent la réalité et permettent de la changer (Ellis et al., 2007 ; Labussière, Nadaï, 2011). Des arrangements localisés entre technicalité et socialité (de type acteur-réseau) (Jolivet, Heiskanen, 2010), à la construction sociale du « vent » par les organisations techniques (*hardware*) et sociales (*software*) (Walker, Cass, 2007), permettent cette reconceptualisation de l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne qui représente non seulement une redéfinition des termes de l'échange entre technologie et société, mais aussi de l'échange lui-même et de leur frontière. Là est sans doute l'une des grandes innovations de cette littérature : le social est plus techniquement valide qu'il y paraît et la technique est plus sociale qu'elle le semble.

1.1.1 Vers une définition de l'acceptabilité sociale : les propositions de la littérature

Depuis les années 2010, les recherches offrent une cumulativité nouvelle qui ont produit une convergence récente vers une cristallisation des définitions de l'acceptabilité, qui signe la sortie d'un questionnement essentiellement issu de l'empirie et / ou d'une approche techno-centrique de l'interpénétration entre société, environnement et technologie. Celle-ci s'est longtemps traduite par l'influence d'un paradigme, la modernisation écologique, qui a teinté la littérature d'un « air de famille », au-delà des divergences entre auteurs et d'un statut diversifié. Ici, **l'acceptabilité sociale est entendue comme appropriation plus ou moins effective d'une technologie donnée particulière (les éoliennes), par un corps social inscrit dans l'espace (la communauté) et politiquement institué (les institutions et la planification), plus ou moins mobilisé pour faire face collectivement aux changements climatiques (objectifs)**. D'une certaine manière, les premières recherches sur l'acceptabilité sociale sont celles d'une dénonciation des biais et angles morts créés par cette perspective excessivement technique, qui sur un mode réactif doivent se focaliser sur le social entendu comme « résidu », comme « barrière », comme « acceptation » communautaire. Cette « maladie infantile » de « l'acceptation » sociale est certes désormais le plus souvent dépassée.

Un examen plus approfondi de la littérature, particulièrement celle plus récente, permet d'enrichir ces définitions et d'avancer des propositions.

1.1.2 Les facteurs déterminants selon la littérature : proposition selon trois niveaux

Le grand intérêt de l'examen de la notion d'acceptabilité sociale à partir de l'éolien repose sur le fait que cette ressource particulière a été institutionnalisée dans un secteur de politique publique à la fois récent et relativement stable, où s'est très rapidement affirmée une vive opposition de la part des populations locales. Aussi la notion a-t-elle été l'objet de recherches nombreuses qui en ont peu à peu affiné les dimensions constitutives – avec bien plus de recul et de précision que dans d'autres secteurs plus anciens et plus établis (les énergies fossiles par exemple) ou, au contraire, des secteurs si récents qu'ils peinent à s'établir nettement et à envisager la question de l'acceptabilité sociale avec autant de subtilité (ainsi du gaz de schiste et autres énergies « non-conventionnelles »).

Nous nous proposons ici de présenter un premier débroussaillage du champ de la littérature en insistant **sur trois niveaux de dimensions permettant de conceptualiser le phénomène social : le micro-social, le meso-politique et le macro-économique** (inspirée de Bélanger, Lévesque, 1992 ; pour une application à la question éolienne : Fortin et Fournis, 2011). Cette distinction, nécessairement simplificatrice, est heuristique en ce qu'elle permet d'envisager la question éolienne et son acceptabilité sociale en mettant en lumière mais aussi **en lien des processus et paramètres distincts mais concomitants**, pourtant souvent examinés de manière partielle ou relâchée. Nous posons **l'hypothèse que c'est lorsque les trois ensembles de processus sont relativement convergents qu'il y a acceptabilité sociale**.

Niveau micro-social : le social face à la technologie éolienne

Les recherches consacrées à l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne se sont d'abord intéressées à ce qui est considéré ici comme un premier niveau, microsocial, et qui renvoie au processus de coordination, d'interprétation sociale et de fabrication des perceptions et du sens, par un individu ou un collectif, à l'égard d'un objet (situation, activité, infrastructure, politique, etc.). Le grand apport de cette littérature sera ainsi la remise en cause de l'approche en termes de perceptions individuelles et d'opinion publique, longtemps dominantes et validant le postulat de l'égoïsme ou de l'irrationalité des opposants locaux – souvent sous le terme stigmatisant de NIMBY. La complexité de la formation des attitudes a ainsi été progressivement réévaluée, décourageant une analyse uniforme (Wolsink, 2000) au profit d'une vision fine des motivations, diversifiées, dynamiques et dépendantes du contexte local. Plusieurs facteurs ont pu en particulier être mis en valeur.

Le soutien abstrait et généralisé du public aux énergies éoliennes, tel que démontré par les sondages, doit être remis en cause, parce que ce type de méthodes positivistes tend à valider ses propres postulats, alors que les phénomènes observés dépendent de variables structurelles diverses (Van der Horst, Toke, 2010) et restent fluides, diversifiés et spécifiques dans la réalité (Aitken, 2010) – et il est même possible de mener des démonstrations contre-intuitives où les populations soutiennent fortement « leurs » parcs locaux, y compris à proximité au plus loin du syndrome NIMBY. Car il ne suffit pas de constater les positions abstraites : il faut regarder

comment elles s'incarnent dans la réalité (en fonction de la répartition des risques, coûts et bénéfices dans la population) et en particulier la réalité territoriale (en fonction de la valeur attachée aux lieux, qui teinte les réalités matérielles des parcs) (Devine-Wright, 2005 ; Wolsink, 2006 ; Van der Horst, 2007). Ainsi, les sites éoliens donnent lieu à une évaluation localisée de l'ensemble de ses paramètres, en fonction des spécificités du contexte, de l'impact local des grandes politiques énergétiques globales, des modes de propriété des sites et de la distance aux processus décisionnels (Haggett, 2010). Ceci confirme la complexité et la densité affective et psycho-sociale des lieux : bousculés par le projet (*place disruption*), les individus offrent plusieurs types de réponses (sensibilisation, interprétation, évaluation, adaptation et action), qui traduisent une recomposition complexe et qualitative de leur rapport au lieu (attachement émotionnel et social, sociopolitique et identitaire ou symbolique) et, *in fine*, d'une rationalité propre (Devine-Wright, 2009).

Une autre leçon est la complexité et la diversité intrinsèque de la communauté : l'impact différentiel d'un même projet sur des publics hétérogènes fait varier leur implication dans le temps et l'espace, mais aussi en fonction de leurs valeurs, usages et expériences (les usagers réguliers, occasionnels, etc.). Cette réalité fuyante est d'autant plus importante que les communautés sont de plus en plus mobilisées comme des leviers, soit sous la forme de projets relevant d'un « localisme communautaire » (Walker et Cass, 2007) soit sous la forme de mesures de redistribution des bénéfices (Aitken, 2010c).

Enfin, il est possible d'observer comment l'acceptabilité sociale de certains projets énergétiques exprime en fait des luttes symboliques autour de la définition du territoire et de la place que les éoliennes peuvent y tenir, puisque les oppositions peuvent mettre aux prises différentes conceptions d'un même lieu (Parkhill, 2007). Plus précisément, il peut s'agir de traditionnels conflits entre des usages variés du territoire, qui met en jeu les oppositions autour de la signification des lieux (Valette, 2005), mais aussi d'un nouveau type de controverse environnementale, qui a la particularité d'opposer les environnementalistes entre eux (« *green on green debate* ») (Warren et al., 2005) ou encore la signification globale du territoire, moins souvent binaire (« site » technique de mise en œuvre / « cour » où s'exprime l'égoïsme des propriétaires), qu'un processus dynamique de négociation symbolique entre projet et lieu (Devine-Wright, 2011; Fortin et LeFloch, 2010).

Ces constats ont donné lieu à une approche constructiviste, dans la lignée de la sociologie de la traduction appliquée à la technologie. Ici, l'implantation d'éoliennes est envisagée à partir de « configurations socio-techniques » qui relient facteurs techniques (*hardware*) et facteurs sociaux (*software*) dans des arrangements multiples et diversifiés qui confèrent au public des rôles changeants (au moins une dizaine) et ouvrent à une vaste discussion sur les modalités de coordination des rôles, des stratégies et des significations en présence dans certains espaces (Walker, Cass, 2007). Ces échanges s'inscrivent dans un tissu sous-jacent de sociabilités, dans des processus sociaux et des « micro-décisions » qui orientent le débat, construisent des « cadres », possiblement adoptés par d'autres et ainsi « alignés » dans des réseaux, pourtant hétérogènes, et des rationalités partagées (Jolivet, Heiskanen, 2010). Les tensions et conflits

sont alors envisagés de manière ouverte, comme un jeu permettant d'introduire de nouvelles façons de penser des situations problématiques et d'ouvrir des pistes de solutions à la fois consensuelles et innovantes.

Ce nouvel état de la littérature sur les dimensions micro-sociales sur l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne suggère une redéfinition en termes d'« engagement du public ». Retenons seulement leurs convergences majeures où **l'acceptabilité sociale doit être pensée comme :**

- **1) une rationalité contextualisée voire émergente des territoires conçus comme un nœud de médiations sociales complexes enserrés dans des cadres communautaires, économiques et politiques particuliers,**
- **2) qui s'exprime par des processus d'engagements d'acteurs (et de réseaux d'acteurs) symétriques et pluriels, où les attentes antérieures** (multiples et notamment relatifs à l'attachement au lieu et à des questions sur la santé publique et de distribution des coûts et bénéfices) **sont actualisées dans un processus dynamique d'interactions** qui débouche sur des transformations des engagements voire des stratégies innovatrices.

Niveau meso-politique : la gouvernance multiniveaux de l'énergie éolienne

Considérée ici comme un phénomène méso-politique, la gouvernance de l'énergie éolienne est sans doute le lieu logique majeur lorsqu'il est question d'acceptabilité sociale. C'est là que les macro-paramètres économiques et politiques et les micro-dynamiques organisationnelles entrent en interaction. Fondamentalement, l'hypothèse de ce schéma est que **cette interaction, complexe, diverse et changeante, peut être gérée collectivement et politiquement au moyen des mécanismes de formation des décisions légitimes et des règles du jeu, qui permettent de concilier les diverses stratégies en présence et les grands conflits, sous la forme d'arrangements institutionnels.** Ces arrangements relèvent donc du politique, au sens que l'intégration des macro-modèles de développement (les structures contraignantes) et les places accordées aux acteurs localement (l'*agency*, en partie imprévisible) passe sur chaque territoire par leur « verrouillage » au sein des multiples processus de gouvernance. Nous sommes ici **particulièrement attentifs à l'ampleur de la question éolienne** (entendue à la fois au niveau des inputs (revendications, mobilisations, propositions, etc.) et des outputs (politiques publiques, règles, instruments, etc.) **et sa nécessaire dimension à plusieurs niveaux** (les différentes autorités publiques, nationales, régionales et locales, fournissent ensemble son encadrement politique et juridique).

L'échelon national est évidemment le plus important dans la politique éolienne : c'est là que se déroulent l'essentiel des mécanismes politiques d'agrégation des intérêts, où interviennent les facteurs assurant l'articulation des intérêts et stratégies dans un cadre commun visant à l'adoption d'une politique favorable à l'énergie éolienne (construction de l'enjeu, mise à l'agenda, influence sur la décision publique, etc.) ; toutefois, la majeure partie de littérature éclaire assez peu cette dimension, considérée une variable parmi d'autres, quasi donnée. Deux

types d'analyse tranchent cependant dans ce désintérêt. En premier lieu, se pose la question de l'introduction de l'innovation (éolienne) dans une problématique énergétique dominée par des logiques historiques peu favorables, grâce à des variables politiques diverses (mouvements sociaux; réseaux formant le noyau des communautés de politiques publiques; mécanismes parlementaires). Mais, en deuxième lieu, a été mis en valeur le rôle des coalitions discursives (et de cause) et leurs affrontements pour définir le débat énergétique et sa place sociétale. Des acteurs (souvent trois coalitions : pro- et anti-éolien et les associations de conservation de la nature) construisent des trames narratives (*story lines*), débouchant sur une action concertée en vue d'influencer la « controverse de l'énergie éolienne » (Szarka, 2004) et les politiques publiques (pour une application au Québec : Jegen, Audet, 2011 ; Audet, 2009). Cette analyse démonte donc les affrontements et les variations entre projets de développement dans la politique éolienne ; elle rappelle notamment la place importante des luttes symboliques qui expliquent l'usage de notions sans réelle valeur heuristique et scientifique (de type NIMBY ou « *planning problem* ») qui contribuent à en cadrer et influencer symboliquement le déroulement.

Cependant, il faut dépasser cette analyse, focalisée principalement sur les *inputs* et l'échelle nationale, au profit d'une approche à plusieurs niveaux prenant en compte les transformations des rapports entre l'État et local : les États posent des règles générales (confiant d'ailleurs aux acteurs privés un rôle essentiel), mais laissent au local le soin de gérer leur insertion précise (dans certaines limites nationales). Ceci laisse aux pouvoirs locaux des marges de manœuvre qui débouchent sur une démarche de « complément territorial » de stratégies nationales, en particulier à deux échelons.

D'abord, le niveau régional. Les institutions régionales mettent parfois en œuvre une politique propre en matière d'énergie éolienne qui infléchit les politiques nationales en fonction d'objectifs ou de procédures propres. Tel est le cas du gouvernement écossais, du gouvernement gallois (qui use de la planification des usages du territoire pour orienter les débats en faveur de ses propres objectifs ciblés : Cowell, 2007) ou des Communautés autonomes en Espagne (dont certaines (Galice, Navarre) développent des modes de planification de long terme pour faciliter les activités éoliennes (Dinica, 2008). De manière moins formaliste, S. Mander (2008) a d'ailleurs analysé comment le déploiement de la politique d'énergie renouvelable dans une région administrative anglaise (le Nord-Ouest) a donné lieu à l'émergence de deux fils narratifs coagulant deux coalitions (les « soutiens de l'éolien », solides, privés et régionaux ; les « protecteurs du paysage », auto-organisés, associatifs et locaux) qui s'affrontent avec leurs moyens propres sans résumer la société locale, puisque de nombreuses « parties prenantes » restent neutres ou ambivalentes.

Ensuite (et surtout), le niveau local. Le pouvoir local reste prééminent dans la grande affaire : la gestion des enjeux liés à l'espace de proximité des projets des parcs éoliens, qui déterminent effectivement la construction des parcs ou l'atteinte des grands objectifs nationaux (Mander, 2008). Rappelons à cet égard combien les premiers temps du « *wind rush* » ont montré les limites de la planification pour insérer efficacement les parcs dans les territoires. D'un côté, les

autorités locales ont été bousculées par ce qui a souvent été interprété en termes d'« anarchie éolienne », puisant à l'absence de règles précises de localisations. D'un autre côté, du fait des résistances territoriales et des tensions entourant les procédures, la planification a longtemps été perçue sur le mode de l'inefficacité, comme le « lien faible » (Breukers, Wolsink, 2007) de la politique éolienne. Concentrons-nous sur trois développements intéressants de la littérature, qui élaborent une conception plus fine de la régulation des conflits locaux.

En premier lieu, en dépit de ses biais, la littérature sur l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne a fourni des repères précieux sur les modalités de planification obérant l'acceptabilité sociale (ou, mieux, sur les facteurs de planification favorisant l'inacceptabilité sociale). Si l'on résume rapidement des travaux foisonnants, **la planification a d'autant plus de chances de susciter l'inacceptabilité** d'un parc éolien,

- lorsqu'elle se déploie mécaniquement dans une **logique purement descendante** (*top down*) et d'autant plus lorsqu'elle se combine avec une **tradition de centralisme** comme c'est le cas pour plusieurs pays;
- lorsqu'elle est **trop uniforme pour saisir les variables spécifiquement pertinentes à traiter dans le contexte local spécifique** (les variations de la réglementation locale, la complexité et l'hétérogénéité des motivations et des facteurs d'attachement aux lieux : paysage, retombées économiques, etc.) ;
- lorsqu'elle suscite une **interaction** perverse entre les parties prenantes, qui **ne donne pas lieu à un dialogue**, voire un consensus, et d'autant plus lorsque le **projet est extérieur au territoire** ou quand le développeur n'a pas d'insertion locale forte, pour construire des soutiens ;
- lorsqu'elle suscite une **perception d'injustice procédurale** (absence de transparence (information) et d'échange (participation) ; manque de neutralité des acteurs publics) ou substantielle (manque d'effet du dialogue sur le résultat, absence de confiance, distribution des coûts et des bénéfices).

Cet examen sur le rôle de la planification dans l'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne rend finalement assez bien compte du sentiment d'échec résultant des premiers temps du « *wind rush* », encore empiriquement répandu, débouchant sur une stigmatisation de la planification locale, considérée comme inefficace, à la fois pour la réalisation des projets (selon les promoteurs) et pour la participation des populations locales (selon les opposants). Ces raisons sont strictement contradictoires et reflètent les luttes symboliques au niveau de l'élaboration du diagnostic du « problème » entre des « parties prenantes », qui n'ont manifestement pas les mêmes attentes et interprétations sur la mise en œuvre et la place du public. Ces controverses désignent sans doute moins en elles-mêmes un diagnostic pertinent sur la planification que le rôle fondamental de cette dernière, chargée d'accommoder les contraires en opérant un « 'travail politique' de réconciliation du développement des énergies renouvelables avec d'autres priorités sociales » (Power et Cowell, 2012).

Ce type d'enjeu ouvre à la question de la combinaison de la planification (*planning*) et de la « localisation des sites » (*siting*) (Nadaï, 2007). Pour cette dernière, Devine-Wright (2011b) évoque une tension autour de l'« emplacement » de la technologie (au sens d'ancrage vertueux dans le lieu), entre la définition technique du site par les promoteurs et la définition plus identitaire et fluide des habitants. Car, comme l'indique le modèle « décider-annoncer-défendre », le *siting* mené par les entreprises est une forme de préemption technique, qui cadre symboliquement le « site » en fonction de critères très abstraits (le « potentiel technologique » du site) qui structure depuis l'amont la lutte pour une définition légitime du lieu dans la procédure de planification et de consultation (pour une critique, cf. Aitken, 2010b).

Cette perspective est approfondie par l'analyse socio-technique et de l'engagement du public. D'abord, certains travaux indiquent que l'implication et la stabilité des communautés locales dans la planification auraient un impact significatif sur l'acceptabilité et la réalisation du projet, confirmant certaines analyses socio-techniques qui suggèrent qu'une participation même limitée, comme une planification innovante, peuvent avoir des effets importants (Jolivet, Heiskanen, 2010). Mais les travaux actuels sur la construction institutionnelle de l'engagement public soulignent aussi combien sa gestion est devenue complexe : la multiplicité des rôles possibles du public (Walker, Cass, 2007) et des discours en présence ne valorisent pas nécessairement la participation (notamment chez les industriels : Wolsink, 2011). Bref, il ne suffira pas de convoquer la participation pour éviter le politique, les tentatives de « persuasion », les inégalités de pouvoir des groupes et l'hétérogénéité des parties prenantes (qui parle pour « le public » ?) – tout comme la diversité des méthodes possibles (comment, à quel stade du projet, etc. ?) (Haggett, 2011; Fortin, Devanne et LeFloch, 2010).

En définitive, il n'y aura sans doute pas de solution procédurale miracle face aux trajectoires propres et à la capacité d'apprentissage des sociétés. Mais deux repères restent utiles. D'une part, la littérature esquisse **une forme de répartition des fonctions selon les niveaux : alors que l'État national définit sous la pression l'essentiel des paramètres de la question éolienne (les inputs), les autorités locales sont en premières lignes pour en recueillir les effets et tenter de les gérer (les outputs) ; l'échelon intermédiaire, parfois moins présent, semble avoir un espace significatif pour articuler les deux dans une stratégie propre.** Cette gouvernance à plusieurs niveaux de la question éolienne implique donc des enjeux propres à chaque niveau, traités au sein de configurations scalaires particulières et donnant naissance à des orientations plus ou moins cohérentes. Si chaque échelle a un poids et un rôle spécifique, seule une appréhension globale de ce régime de gouvernance permet de comprendre son fonctionnement et ses effets.

À cet égard, l'un des outils structurants du secteur est la planification, entendue comme une manière de réguler politiquement la technologie et la population pour en assurer une intégration harmonieuse. Elle apparaît d'importance fondamentale, lorsque l'on considère la mise en œuvre de la politique éolienne comme une articulation délicate entre la technologie, des forces locales et un écheveau de politiques publiques (multiples, complexes et multi-niveaux) pertinentes dans la question éolienne. Au côté de la technicalité et de la socialité (Walker, Cass, 2011), la place de la planification pourrait sans doute être réévaluée – a contrario

des approches simplistes de la planification, dont le biais techno-centrique en fait un outil univoque de maximisation de la capacité éolienne. Ceci conduit à penser plutôt une vision plurielle et politique de la planification, comme instrument de conciliation d'une diversité de demandes quant à l'usage des sols et de légitimation des actions subséquentes. En ce sens, la planification spatiale renvoie bien à la « gouvernance », non seulement comme ensemble de procédures et arrangements par lesquelles l'action publique se saisit d'objets pour les gouverner mais aussi comme « capacité de réflexivité » des paramètres de localisation des parcs (Power, Cowell, 2012).

Niveau macro-économique : entre modèles nationaux et globalisation

Un dernier niveau, macro-économique, doit être intégré pour offrir une perspective globale sur le développement de la question éolienne : peut-on l'inscrire dans les dynamiques structurelles de l'économie politique contemporaine, où les États restent les arènes principales d'un processus de globalisation qui les dépasse ? **Ce questionnement sur la forme actuelle des rapports entre capitalisme et État dans le secteur éolien rejoint celui de la place que les acteurs sociaux peuvent y tenir, pour former un hypothétique « modèle de développement » (ou un paradigme) particulier autour duquel convergeraient les forces sociales majeures pour former un grand compromis social.** Notons qu'il demeure toutefois beaucoup moins investi par les chercheurs que les deux autres niveaux.

Dans une perspective macro-économique, il s'est produit récemment une « (r)évolution » de l'énergie éolienne : la technologie a atteint un stade critique, avec l'instauration des marchés californiens et nord-européens, puis la création d'un marché global avec des acteurs de toutes les régions du monde (américains, européens, asiatiques, etc.) (Strachan et al., 2004). L'origine de cette transformation se trouve dans les trajectoires des industries nationales, sensiblement différentes : alors que le Danemark et l'Allemagne ont généré des mobilisations ascendantes (militantes et coopératives), l'Espagne est plutôt caractérisée par le poids des grands acteurs (services publics, firmes industrielles) et d'autres pays présentent des combinaisons plus complexes, avec de grands joueurs internationaux, des services publics nationaux et quelques entreprises éoliennes (France, Royaume-Uni). Une interprétation de ces trajectoires valorise donc les modèles de propriété des entreprises éoliennes, ce qui, pour l'Europe, permet de mettre en valeur des variations selon les pays, mais aussi la trajectoire de l'industrie éolienne dans son ensemble, qui se cristallise différemment au fur et à mesure qu'elle se déploie, puisque chaque étape accorde plus de place aux grandes entreprises privées (Szarka, 2007).

Une autre interprétation macro-économique renvoie à la théorie de la diversité du capitalisme, qui met en valeur le poids des « arrangements sociopolitiques », propres à chaque type de capitalisme, sur la création des parcs éoliens. Alors que les autorités en Allemagne poussent à un rapprochement entre communautés locales et gouvernement (ce qui multiplie les sites sur terre, mais décourage les sites en mer), elles laissent au Royaume-Uni plus d'espace au dynamisme des producteurs indépendants (qui compensent l'échec du système marchand en

s'adaptant, notamment en investissant les sites en mer). En gardant l'idée que l'énergie éolienne relève d'abord d'une analyse en termes d'économie politique, il est possible de rendre compte de trois de ses dynamiques constitutives de l'énergie éolienne.

Un premier point de vue sur le marché éolien s'intéresse à la production industrielle et à ses racines dans des configurations nationales complexes (Kamp, 2008), où la constitution d'un tissu productif (notamment de turbines) s'est accompagnée d'un marché de consommation large et stable (Danemark, Allemagne, Espagne). Les pays retardataires tentent de constituer un noyau industriel domestique par des stratégies plus diversifiées (importation technologique, attraction d'entreprises, etc.) pour bénéficier des retombées locales (développement local, exportation, moindres coûts) (Lewis, Wiser, 2007). L'analyse des systèmes socio-techniques a en particulier replacé la « niche » du système d'innovation éolien dans son contexte national plus général ou mis en valeur la diversité des modes de mise en œuvre des énergies renouvelables au sein d'un même système national. La pluralité des énergies et de leur mode de mise en œuvre produit une « hétérogénéité socio-technique », où la fourniture privée d'énergie renouvelable domine sans empêcher la consolidation de modes alternatifs de mise en œuvre (Walker, Cass, 2007). Ajoutons, pour finir, une particularité de l'industrie éolienne, liée dès sa naissance aux mobilisations rurales au Danemark et à certains mouvements sociaux, dont l'influence a été importante pour constituer et imposer les marchés des énergies renouvelables (Toke, 2011).

Un second point de vue sur le marché éolien se concentre sur la demande d'énergie éolienne. Outre la consommation individuelle, la littérature s'intéresse surtout aux paramètres politiques nécessaires à un marché durable pour l'énergie éolienne, ce qui relève assez largement des États nationaux et des rapports internes entre protagonistes de l'industrie (entrepreneurs, planificateurs, environnementalistes, acteurs territoriaux, etc.). Retenons deux repères. En premier lieu, l'efficacité des mécanismes politiques courants³ tels que mis en œuvre est variable : au Royaume-Uni, l'inefficacité d'un modèle compétitif autour d'appels d'offres (1990-1998), assez grossier, est patente, ouvrant une ruée vers les meilleurs sites et obérant l'éclosion d'une industrie locale (en dépit d'une inflexion vers un système de quotas en 2001, plus stable et plus efficace, mais qui favorise encore les gros joueurs (Breukers, Wolsink, 2007). L'Allemagne, après une politique souple qui pose les bases de l'industrie (soutien à la recherche et développement, puis à la production), passe au système de prix garantis, qui stabilise le marché et fait croître la capacité installée, sur fond de développement d'une base industrielle de classe mondiale (fabrication, services, ingénierie) (Szarka, 2007).

En deuxième lieu, ces mécanismes ne sont que l'une des variables politiques pertinentes dans l'ensemble des structures institutionnelles du marché éolien. Comptent aussi le poids des trajectoires historiques, puis le déroulement du conflit entre sources d'énergie (cf. le cas de la France) (Toke, 2011). L'institutionnalisme historique a de son côté mis en valeur la variabilité des processus de mise en œuvre de l'énergie éolienne en fonction des « sentiers de

³ Lewis et Wiser (2007) distinguent ainsi quatre mécanismes : les tarifs garantis, les quotas, les appels d'offre gouvernementaux et les incitations financières et fiscales.

dépendance », de l'héritage historique du cadre politique qui a pu (en Westphalie) favoriser une alliance entre divers objectifs (environnement, participation) et différents acteurs (notamment locaux), alors qu'en Angleterre et aux Pays-Bas une politique trop nationale et instable a marginalisé le local et empêché l'émergence de soutiens aux projets (surtout en Angleterre) (Breukers, Wolsink, 2007).

Finalement, une dernière tension marque cette économie politique de l'énergie éolienne : le rôle croissant de l'internationalisation, dans une industrie éolienne devenue globale. Après une vague de concentrations d'entreprises, le secteur s'organise autour d'un leadership technologique de quelques champions nationaux contrôlant leurs industries domestiques (Danemark, Allemagne et Espagne) et exportant vers des pays plus tardivement investis (France, Royaume-Unis). Ceci rend délicate l'éclosion d'une industrie locale du fait de la grande concentration d'une industrie globale et très qualitative (Lewis, Wiser, 2007). Bref, la globalisation accouche d'une massification des installations, des investissements et des entreprises, d'un modèle de grande entreprise internationale promouvant un *hard path* (qui trouve son apothéose dans les installations *offshore*) (Szarka, 2007).

Cette récente internationalisation de la question éolienne doit cependant être replacée dans le cadre des économies nationales : l'innovation technologique et sa diffusion passent souvent par des entreprises transnationales ou présentes sur la scène internationale, mais qui conservent un lien étroit avec leurs économies nationales.

Finalement, la relative nouveauté de l'industrie éolienne est intéressante en ce qu'elle révèle la complexité de l'interaction entre la globalisation de l'industrie éolienne et la diversité des arrangements nationaux initiaux qui lui ont donné naissance(s), mais aussi la puissance motrice de certaines dynamiques : la formation simultanée de l'offre et de la demande dans différents marchés éoliens ; l'héritage remarquable des trajectoires spécifiques de chacun des États nationaux, avec leur sentier institutionnel historique, mais aussi leurs luttes d'influence contemporaines ; le poids croissant de la globalisation, qui transforme radicalement jusqu'aux paramètres les plus fins de la question éolienne (taille des parcs). Ces éléments offrent à recontextualiser radicalement la technologie éolienne, envisagée ici moins comme un « *hard fact* » matériel face au social que comme une incarnation, somme toute assez « *soft* » car variable dans le temps et dans l'espace, d'une interaction spécifique au sein du social entre une tendance à la convergence économique globale et une forte résilience des multiples modèles nationaux de développement qui lui préexistaient. Et en ce sens, s'il y a à la fois des sentiers (institutionnels) de divergence et des routes (économiques) de convergence, il y a sans doute aussi des chemins (sociaux) de traverse.

1.2 L'acceptabilité sociale : une définition

La notion d'acceptabilité sociale est de plus en plus présente dans les débats publics touchant les grands projets. Plusieurs y font référence comme à un possible critère devenu déterminant pour la prise de décision, ce qui n'est pas sans soulever des craintes de la part de certains groupes sociaux, particulièrement ceux les plus critiques.

Pour notre part, plutôt que de miser sur une telle perspective normative, nous avons proposé d'envisager l'acceptabilité sociale comme un phénomène sociétal contemporain dont il importe de mieux saisir les fondements, avant d'en dégager des facteurs qui pourraient guider la compréhension de ce phénomène sociale.

Puisant dans la littérature évoquée dans les points précédents, et croisant avec celle issue d'autres champs de recherche (ex. : gouvernance, développement territorial), nous suggérons d'aborder les définitions en mettant en valeur la **question essentielle des choix politiques déterminant l'articulation entre la technologie et la société dans un territoire spécifique**. Une approche centrée sur cette dimension politique des choix socio-techniques offre **une première définition, sectorielle, de l'acceptabilité sociale** :

- 1) dans les conditions posées par la combinaison de trois types de régulation (le marché, les institutions politiques et le social), l'acceptabilité sociale serait un **processus d'évaluation politique d'un projet (conçu comme incarnation particulière des interactions complexes entre technologie et société dans un secteur particulier), impliquant nécessairement une pluralité d'acteurs (les parties prenantes) et d'échelles spatiales (du global au local)**.

Mais il faut aussi **insister sur la dimension territoriale de ce choix politique** : en deçà du secteur énergétique, chaque territoire émerge d'une combinaison spécifique entre les régulations et structure aussi le cadrage économique, politique et social de cette délibération collective. Ceci ouvre à la **définition territoriale suivante** :

l'acceptabilité sociale est définie comme un **processus d'évaluation politique d'un projet mettant en interaction une pluralité d'acteurs impliqués à diverses échelles et à partir duquel se construisent progressivement des arrangements et des règles institutionnels reconnus légitimes car cohérents avec la vision du territoire et le modèle de développement privilégiés par les acteurs concernés**.

2. VERS UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE SOCIALEMENT ACCEPTABLE? DE QUELQUES EXIGENCES POUR L'ACTION PUBLIQUE

L'acceptabilité sociale est avancée comme un nouveau facteur de la réussite des projets et politiques publiques, voire comme une nouvelle condition. Mais pour éviter que cette notion ne soit qu'une nouvelle formule communicationnelle creuse, il importe de traduire ce qu'elle recouvre dans des principes d'action et des pratiques. C'est ce que nous tentons de faire dans cette deuxième partie du mémoire, pour pointer quelques exigences fortes pour nourrir une nouvelle politique énergétique, ainsi que l'action publique censée la faire vivre. En lien avec la conception proposée au point précédent (cf. point 1.2.) et au regard de nos analyses récentes sur les filières de l'éolien et du gaz de schiste, nous les regroupons autour de trois grands paramètres : l'appel à un État responsable, la place de la participation citoyenne et des territoires dans la gouvernance et les défis de connaissances.

2.1 Un appel fort, pour un État responsable

Dans les débats, l'État est régulièrement mis à mal. Les critiques sont parfois paradoxales où, d'un côté on lui reproche d'être trop interventionniste, de l'autre d'être trop en retrait. Pourtant, retenons que l'État québécois est identifié comme un acteur clé par toutes les parties prenantes, y compris par l'industrie qui souhaite un cadre clair dans lequel évoluer. Au regard de ses responsabilités et ses moyens, il n'est pas un acteur comme les autres. En tant que lieu privilégié de la régulation de nos sociétés modernes, il est l'instance politique garante de l'intérêt général et du bien commun.

Or, ce rôle est souvent perçu comme menacé par la façon dont nombre de grands projets sont mis en œuvre. Le dossier du gaz de schiste en a mis en lumière diverses formes en ce sens, qui pourraient aisément être évitées, grâce à une révision et un encadrement plus serré de certaines pratiques. Par exemple lorsque le gouvernement, revêtant son rôle de partenaire ou accompagnateur du développement économique dans le domaine des ressources naturelles, adopte publiquement des positions favorables à l'industrie, très en amont du processus formel de prise de décision. Ou encore, lorsque l'État est pressenti comme trop proche des intérêts de certains acteurs privés, entre autres parce que certains élus du gouvernement et hauts dirigeants de la fonction publique, détenteur de connaissances stratégiques, évoluent vers le secteur privé. De même, la mise à jour d'acquis historiques en faveur de certains grands acteurs privés, en vertu de politiques publiques anciennes, et cela au détriment de nouvelles approches et règles reconnaissant les droits d'autres acteurs, invitent à des réformes majeures. On pense évidemment à la Loi sur les mines et des intérêts privés (tant ceux des promoteurs que ceux des propriétaires terriens) qui a préséance sur la Loi sur l'aménagement du territoire qui relèvent du travail d'élus locaux et régionaux responsables d'arbitrer les intérêts et de planifier le devenir

des territoires à partir d'une vision collective. Il est devenu évident que certains mécanismes hérités d'une autre époque, façonnée par d'autres croyances et valeurs, ne répondent pas aux réalités et besoins de la société actuelle. Plus encore, les permis obtenus en vertu de *claims* et ententes signées confidentiellement au nom de la concurrence empêchent la possibilité de débattre collectivement. On ne peut que saluer les efforts consacrés à corriger les limites de cet héritage qui pose des défis immenses pour arrimer les politiques sectorielles et donner plus de cohérence à l'action gouvernementale, tel qu'exprimé à répétition dans ce dossier.

Enfin, toujours sur le rôle de l'État central, il est clairement attendu que celui-ci soit à l'avant-plan de la scène et pro-actif sur le plan législatif pour fixer les paramètres qui régulent l'avenir des collectivités territoriales. Or, dans le cas de nouvelles activités non prévues dans les politiques et cadres réglementaires existants comme ce fût le cas pour les gaz de schiste, l'État apparaît en retrait par rapport à l'industrie qui dispose d'expertises et de données issues de ses propres expériences, donnant l'impression que l'État se contente de suivre les débats, au même titre que tous les autres acteurs, au lieu d'en assumer la maîtrise d'œuvre. On ne peut qu'espérer un ajustement rapide de cette position, au risque d'emprunter le même parcours qu'observé dans certains États américains, où les entreprises semblent tirer le développement à un rythme tel qu'elles condamnent les acteurs publics au rattrapage (Boersma, Johnson, 2012). Ainsi malgré l'importance de développements légaux multiples en Pennsylvanie, on constate que cette approche pragmatique est assez passive et réactive, abordant les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent. Ce qui est contraire à une perspective proactive et globale, qui semble nécessaire pour gérer l'ampleur des enjeux dans une stratégie d'ensemble (Pifer, 2011 ; Clark et *al.*, 2012).

Pour revenir au cas du Québec, on peut se demander ce qu'attend le gouvernement pour statuer sur la méthode d'extraction des hydrocarbures croisant la fracturation hydraulique et horizontale, dont les risques demeurent toujours sources de débats scientifiques notables⁴. Prendra-t-il une position ferme pour bannir cette technologie tant que ses impacts ne seront pas connus avec certitude? Les impacts sur l'eau sont cruciaux, tout comme ceux sociaux et économiques encore peu étudiés et qui sont fort préoccupants dans les communautés touchées. Notons que ce sont mêmes ces impacts, rendus plus visibles dans les territoires où l'industrie est en phase d'exploitation, qui ont convaincus certaines organisations à adopter des positions plus fermes par rapport à la filière⁵. Pour leur part, les agriculteurs et les représentants de l'UPA posent la question des effets de l'implantation de cette activité sur leur propre activité (accès à l'eau, qualité et image des produits, etc.) et plus largement sur l'économie locale. Entre autres, quelles retombées à long terme pour les territoires, après la fermeture des puits dont la durée de vie prévue est d'environ 20 ans? Vaut-il la peine de faire peser une contrainte supplémentaire, voire un risque sur l'industrie agricole fondée sur des entreprises familiales ayant des racines de plusieurs générations?

⁴ Ceux-ci ont déjà été relevés par l'Institut national de santé publique du Québec dans une revue de littérature précédente (Brisson et al., 2010) et sont réaffirmés dans une mise à jour à paraître (Brisson et al., à paraître).

⁵ Comme relevé dans notre enquête, les voyages d'étude faits en Pennsylvanie par différents acteurs (citoyens, élus, représentants associatifs, etc.) ont été particulièrement révélateurs en ce sens.

Une position ferme du gouvernement sur cette technologie, encore caractérisée par son incertitude radicale, est donc attendue et semblerait plus que cohérente avec le principe de précaution tel que défini dans la Loi sur le développement durable⁶. Dans cette suite, il est aussi pour le moins étonnant que cette technologie qui était au cœur de la controverse sur le gaz de schiste ne soit pas évoquée dans le document d'orientation du ministère dans la section sur les hydrocarbures, considérant que les pétrolières ont bien annoncé leur intention d'y recourir car jugée essentielle à leur compétitivité. Faut-il conclure que certaines activités dont les impacts sont jugés à risques sont exclues de certains territoires mais autorisées dans d'autres?

Bref, tout en admettant une diversité de trajectoires de développement, l'État a la responsabilité d'adopter des standards nationaux qui garantissent certains droits fondamentaux pour toutes les régions du Québec, tel qu'inscrits dans les 16 principes de la Loi sur le développement durable (santé et qualité de vie, environnement sain et sécuritaire, etc.). Le devoir lui incombe ensuite de se donner les moyens pour faire respecter ces standards, entre autres en accordant des ressources financières, techniques et cognitives suffisantes pour permettre l'exercice des pleins pouvoirs de régulation aux différents acteurs et paliers de gouvernance (ex. : suivi et contrôle des règles et arrangements, *monitoring* environnemental socioéconomique, etc.). Les travaux en développement régional et d'autres sur la justice environnementale ont bien montré comment des contraintes structurelles fortes (difficultés économiques, dépendance face à certains secteurs et grandes entreprises) qui pèsent sur certaines régions et, ce faisant, limitent leurs capacités d'action et créent une «acceptation forcée». Il ne faut donc pas s'attendre à retrouver là les dynamiques sociales s'exprimer de la même façon que dans d'autres régions. Mais comme nous avons pu le constater eu égard à la filière des gaz de schiste, des exigences fortes sont posées dans tous les types de territoires, y compris ceux qui sont les plus fragiles. Et pour cause, l'économie et la qualité de vie de plusieurs collectivités du Québec reposent sur les ressources renouvelables et sont tributaires de la qualité de l'environnement. Pour répondre à ce défi, seul l'État a cependant le pouvoir suffisant, législatif notamment, pour imposer certaines orientations ayant un caractère pérenne sur de tels enjeux structurels.

2.2 Gouvernance, citoyenneté et territoire : ou comment sortir du modèle «décider-annoncer-défendre»?

Un autre rôle essentiel joué par l'État dans l'examen des grands projets et des politiques publiques est de mettre en place un ensemble de conditions qui permet d'éclairer les citoyens sur la nature même des projets, présentés au nom du développement, et aussi qui favorise la prise de parole dans un espace ouvert à tous. À cette fin, le Québec s'est doté d'institutions et

⁶ « précaution : lorsqu'il y a un risque de dommage grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement» (<http://www.mddefp.gouv.qc.ca/developpement/principes.pdf>; consultée le 10 octobre 2013)

de pratiques reconnues comme innovantes. On pensera au Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et à d'autres instances de concertation à travers lesquels les citoyens peuvent intervenir et qui constituent des espaces de démocratie participative (ex. : organismes de bassin versants, comités de suivi de sites industriels, conseils de quartier).

Plus fondamentalement, ces instances répondent à des changements profonds dans nos sociétés modernes qui visent à reconnaître que les décisions et les projets⁷ se construisent à plusieurs : l'État ne décide pas seul, même s'il a la légitimité et la responsabilité de fixer les conditions de la participation, pas plus que le promoteur (privé ou public) d'un projet. C'est d'ailleurs un deuxième paramètre clé de la notion d'acceptabilité sociale où d'autres acteurs sociaux exigent d'être reconnus comme «partie prenante» des processus et dynamiques menant à la décision de projets et de politiques. Citoyens, élus locaux et régionaux, milieu communautaire et associatif, tous souhaitent prendre part, ou au moins influencer les décisions qui concernent leur milieu de vie et l'avenir collectif. L'implication de ces nouveaux acteurs, qui s'affirme depuis plusieurs décennies et dans différents cadres, constitue un deuxième paramètre essentiel à considérer dans l'élaboration de la politique énergétique.

Évidemment, les institutions créées pour répondre à cette demande sociale de participation⁸ ne sont pas parfaites. Elles sont l'objet de nombreuses critiques de la part de groupes sociaux. Nombre d'études scientifiques ont aussi pointé des faiblesses à répétition depuis 20 ans (Bherer, 2011; Côté et Gagnon, 2005; Fortin, 2009; Simard et *al.*, 2006). Outre les difficultés organisationnelles (temps d'appropriation, calendrier, etc.), il est question des formes et règles de participations jugées insatisfaisantes pour dialoguer (communication unidirectionnelle, manque d'accès à des contre-expertises, données trop techniques) et, plus fondamentalement, d'un questionnement concernant les effets de la participation sur la décision. Sur ce dernier point, particulièrement crucial, divers discours et actions gouvernementales semblent davantage emprunter au modèle traditionnel du «décider-annoncer-défendre», sans véritablement prendre en compte les débats ayant lieu dans les instances pourtant mis en place à cette fin. La présente consultation n'échappera pas à un tel examen, et déjà certaines propositions prêtent sérieusement à la critique.

Pour illustrer, prenons le dossier actuellement controversé du développement des hydrocarbures tel qu'abordé dans les documents de consultation. Certains énoncés sont ambigus : «*Mettre en place un modèle de gestion des ressources de pétrole afin d'évaluer la pertinence de tout projet d'exploitation de ce type de ressources au Québec, dans le respect de l'environnement en maintenant le dialogue avec les communautés et en maximisant les retombées économiques collectives*» (MRN, 2013a, n.p.). De fait, en évoquant sa volonté de vouloir « *de mettre en place un encadrement adéquat avant d'aller de l'avant dans la mise en*

⁷ Qu'il s'agisse d'un projet d'infrastructure, d'aménagement, d'un programme ou d'une politique publique.

⁸ Rappelons que la participation publique revêt plusieurs formes plus ou moins engageantes pour les décideurs, conceptualisées par de nombreux chercheurs à la suite d'Arnstein. Or, les acteurs impliqués dans ces processus ont souvent tendance à escompter des résultats qui seraient associés aux niveaux les plus élevés (partenariat), ce qui, forcément, occasionne des déceptions car de nombreux processus sont davantage aux niveaux inférieurs (information, consultation). Il y a là un décalage fondamental, entre théories et pratiques, à éclaircir potentiellement.

valeur des hydrocarbures au Québec» (MRN, 2013b, p. 75), le MRN pose d'emblée le débat au niveau du «comment faire» (niveau méso de la gouvernance) et, de plus, dans une perspective de projets dont il faudra gérer et négocier les impacts au cas par cas. Il est plutôt étonnant qu'aucune référence ne soit faite quant aux oppositions qui sont déjà bien exprimées face à cette activité, y compris dans les territoires touchés directement, et qui divisent les communautés locales. Peut-être est-ce justement dans cette référence explicite au «respect des communautés», présentée comme une des quatre «conditions d'exploitation du pétrole», qu'il faut trouver une forme de reconnaissance implicite que tout n'est pas joué d'avance? On pourrait remarquer encore que c'est seulement sur cette filière des hydrocarbures que l'on retrouve une telle référence à la communauté comme principe pour l'action publique. Ne devrait-il pas être structurant pour toutes les filières énergétiques?

Dans l'ensemble, les énoncés du document semble déjà annoncer la position du MRN (et du gouvernement) concernant la filière des hydrocarbures (en faveur), alors que les orientations claires n'ont pas été prises quant à la désirabilité de cette filière pour le Québec, orientations qui, en principe, doivent être débattues dans le cadre de la présente consultation publique.

De ce point de vue, il y a un décalage profond entre les principes reconnus de participation et ces propositions. Nombre de facteurs évoqués dans la littérature sur l'acceptabilité sociale (point 1) apparaissent être en place pour stimuler des dynamiques sociales conflictuelles et un processus d'«inacceptabilité sociale». Certes, celui-ci ne s'exprimera probablement pas de la même façon que sur l'«affaire du gaz de schiste», en partie à cause de certaines caractéristiques sociales, économiques et géographiques des territoires concernés. Néanmoins, des tensions et des impacts sociaux durables sont à prévoir dans les communautés locales qui risquent d'affecter, à moyen terme, leurs capacités de développement. En effet, est-il nécessaire de rappeler que la cohésion sociale constitue un facteur crucial des capacités d'action collective et des dynamiques territoriales de développement.

Dans cette perspective, les processus de gouvernance et de participation mériteraient d'être réfléchis et adaptés, en valorisant différentes formes et types de «participation» afin de répondre à des situations diverses (ex : petites communautés où l'interconnaissance peut agir comme un frein à l'expression publique) et s'échelonnant sur différentes phases pour favoriser les interactions des acteurs, les échanges et l'évolution des rationalités. C'est effectivement un autre enseignement important tiré de notre étude sur les luttes autour du gaz de schiste : d'une part, les positions des acteurs évoluent dans des temporalités longues, au fil des interactions et échanges tenus dans de nombreux lieux formels et informels et, d'autre part, ces positions ne sont pas données *a priori* mais bien construites au fur et à mesure des interactions. Elles se couvrent bien plus souvent de teintes de gris que de noir ou blanc. Certains événements, moments seront cependant déterminant pour faire évoluer ces positions et potentiellement les cristalliser. C'est, entre autres, l'absence de réponse forte de la part d'autorités indépendantes et crédibles, ainsi que l'ambiguïté des autorités gouvernementales sur leur responsabilité quand elles maintiennent les débats dans un relativisme tel qu'il devient difficiles de trancher en faveur de l'intérêt général et du bien commun.

Enfin, plus globalement, c'est l'articulation entre l'État central et les autres paliers de gouvernance qui est en jeu. Clairement, le modèle traditionnel, misant sur la planification descendante où les territoires sont au pire considérés comme des réceptacles inanimés des orientations gouvernementales, au mieux comme des acteurs de leur mise en œuvre, ne fonctionne plus. C'est ce que nous avons pu constater dans l'examen de différents secteurs d'activités touchant les ressources naturelles (Fournis et Fortin, 2013). Mais du même souffle, nous avons aussi pu observer l'émergence de pratiques portées par des acteurs territoriaux en fonction de leurs réalités et de leurs besoins, pratiques qui donnent lieu à des innovations originales. Pensons à la forte mobilisation institutionnelle en Gaspésie autour du créneau éolien (Fortin et Fournis, 2011), ou encore à la *Régie intermunicipale de l'énergie* mise en place par la Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (cf. Fournis et al., 2013, point 3.4.2). Ces deux exemples montrent aussi comment la prise en compte d'une conception globale de l'exploitation des énergies, situé dans une perspective de développement territorial, est au cœur même des préoccupations des élus.

2.3 La connaissance : accessibilité, qualité et diversité

La connaissance est un autre pilier de l'action gouvernementale et, plus largement, de nos sociétés contemporaines réflexives. Autant que la prise de parole, elle constitue pour les citoyens le moyen incontournable pour construire une rationalité qui vise à consolider les débats en s'appuyant sur des faits, mais aussi sur une réflexion sur la société. La connaissance permet de poser le sens même de tout projet / politique et de sa pertinence pour le développement des territoires.

Ce paramètre fondamental est pourtant souvent déficient dans les processus décisionnels. Les dynamiques sociales sur le dossier des gaz de schiste ont été particulièrement marquées par ceux-ci et révélateur des problèmes vécus par les citoyens et groupes sociaux désireux de s'investir dans le débat public. À commencer par l'**accessibilité** de l'information. Au nom de la compétitivité des entreprises et du secret industriel, nombre de données colligées dans nos institutions publiques sont rangées «confidentielles». La **qualité** de l'information est aussi souvent en cause : produite par les promoteurs des projets, souvent sans être contrevérifiée par nos institutions faute de moyens, comment la concevoir comme «impartiale» ? Comment saisir toutes les dimensions d'une situation, les «deux côtés de la médaille» comme le posent les citoyens, tout en admettant, de façon explicite, les limites des connaissances disponibles (zones grises, incertitudes, résultats divergents)?

Un autre élément de la problématique a trait aux statuts différents accordés à des types de connaissances variées. Pour les populations locales, les observations terrain et la connaissance par l'expérience seraient aussi à considérer dans les processus de décision, ce qui est cependant rarement le cas. Les expériences vécues dans d'autres contextes (ex : Pensylvannie) sont aussi

valables et à mettre en relation avec d'autres issues de sources reconnues comme plus légitimes (études scientifiques, gouvernementales, etc.).

Enfin, une demande exprimée avec de plus en plus de force concerne cette exigence pour une connaissance approfondie des territoires, dans leurs multiples dimensions. Les communautés humaines ne peuvent être comprises uniquement à travers la lunette de statistiques économiques⁹. De nouveaux indicateurs restent à développer pour prendre en compte leurs capacités réflexives, leur résilience, le sens et les valeurs non marchandes attribuées à leur environnement, etc.

Il y a donc un véritable chantier public d'acquisition et de partage de connaissances à mettre en œuvre. Par leurs capacités humaines, cognitives et réglementaires, les ministères centraux ont à cet égard des capacités certaines qui mériteraient d'être mises à contribution pour nourrir l'évaluation des projets et politiques, dans une perspective multisectorielle et au moment opportun pour enrichir le débat public.

⁹ Mentionnons ici en exemple le commentaire suivant formulé par le Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine à l'égard de l'étude réalisée pour l'Évaluation environnementale stratégique *sur la mise en valeur des hydrocarbures dans les bassins d'Anticosti, de Madeleine et de la baie des Chaleurs (EES2)* : «Le profil socio-économique misérabiliste qui ressort de l'analyse des données statistiques n'est pas fidèle à la réalité et doit être nuancé et précisé davantage. Il est à craindre que face à une région dépeinte comme étant dépourvue économiquement, l'exploitation gazière et pétrolière apparaisse rapidement et artificiellement plus acceptable.» (2012 : 3-4).

BIBLIOGRAPHIE

- AITKEN, Mhairi. 2010a. « A three-dimensional view of public participation in Scottish land-use planning: Empowerment or social control? ». *Planning Theory*, vol. 9, n° 3: 248-264.
- AITKEN, Mhairi. 2010b. « Why we still don't understand the social aspects of wind power: A critique of key assumptions within the literature ». *Energy Policy*, vol. 38, n° 4: 1834-1841.
- AITKEN, Mhairi. 2010c. « Wind power and community benefits: Challenges and opportunities ». *Energy Policy*, vol.38, n°10: 6066-6075.
- AUDET, Gabriel. 2009. « Énergie éolienne au Québec: l'aspect de l'acceptabilité sociale lié au choix de modèle de développement ». Mémoire de maîtrise en science politique, Montréal: Université du Québec à Montréal.
- BARTHE, Yannick. 2003. « Le recours au politique ou la problématisation politique 'par défaut' ». P. 475-92 in *La politisation*, vol. 2003, édité par Jacques Lagroye. Paris: Belin.
- BOERSMA, Tim et JOHNSON Corey. 2012. « The Shale Gas Revolution: U.S. and EU Policy and Research Agendas ». *Review of Policy Research*, vol. 29, n° 4: 570-576.
- BRASIER, Kathryn J., FILTEAU Matthew R., MCLAUGHLIN Diane, JACQUET Jeffrey, STEDMAN Richard C., KELSEY Timothy W. et GOETZ Stephan J. 2011. « Residents' perceptions of community and environmental impacts from development of natural gas in the Marcellus Shale: a comparison of Pennsylvania and New York cases ». *Journal of Rural Social Sciences*, vol. 26, n° 1: 32-61.
- BHERER Laurence. 2011. « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, N° 1: 105-133.
- BREUKERS, Sylvia, et WOLSINK Maarten. 2007. « Wind energy policies in the Netherlands: Institutional capacity-building for ecological modernisation ». *Environmental Politics*, vol. 16, n° 1: 92-112.
- BRISSON, Geneviève, CAMPAGNA C., CARRIER G., CHEVALIER P., DEGER L., GAUVIN D., LAPLANTE L., NANTEL A., SMARGIASSI A. 2010., « État des connaissances sur la relation entre les activités liées au gaz de schiste et la santé publique », Rapport préliminaire, *Institut national de santé publique du Québec*. Direction de la santé environnementale et de la toxicologie. 73 p.
- BRISSON Geneviève, GERVAIS M.-C, THIBAUT C., ALLARD R., BOUCHARD-BASTIEN E., CAMPAGNA C., CARRIER G., CHEVALIER P., DEGER L., LABELLE R., LEVALLOIS, P., POULIN P., SMARGIASSI A. (à paraître), « État des connaissances sur la relation entre les activités liées au gaz de schiste et la santé publique », Mise à jour, *Institut national de santé publique du Québec*. Direction de la santé environnementale et de la toxicologie, 110 p.

- CALLON, Michel, LASCOUMES Pierre et BARTHE Yannick. 2009. *Acting in an uncertain world: an essay on technical democracy*, Cambridge, Mass; London, MIT Press, 2009, 287 p.
- CLARK CORRIE, E., BURNHAM Andrew J., HARTO Christopher B. et HORNER Robert M. 2012. « The Technology and Policy of Hydraulic Fracturing and Potential Environmental Impacts of Shale Gas Development ». *Environmental Practice*, vol. 14, n° 04 : 249-261.
- CHATAIGNIER, Stéphane, et ARTHUR Jobert. 2003. « Des éoliennes dans le terroir. Enquête sur «l'inacceptabilité» de projets de centrales éoliennes en Languedoc-Roussillon ». *Flux*, vol. 4, n° 54: 36-48.
- CÔTÉ G. ET GAGNON C. 2005. Gouvernance environnementale et participation citoyenne : pratique ou utopie ? Le cas de l'implantation du mégaprojet industriel Alcan (Alma), *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 1 : 57-72.
- COWELL, Richard. 2007. « Wind Power and 'the Planning Problem': The Experience of Wales ». *European Environment*, vol. 17, n° 5: 291-306.
- DEVINE-WRIGHT, Patrick. 2005. « Beyond NIMBYism: towards an integrated framework for understanding public perceptions of wind energy ». *Wind Energy*, vol. 8, n° 2: 125-39.
- DEVINE-WRIGHT, Patrick. 2009. « Rethinking NIMBYism: The Role of Place Attachment and Place Identity in Explaining Place-protective Action ». *Journal of Community & Applied Social Psychology*, vol.19, n° 6: 426-41.
- DEVINE-WRIGHT, Patrick. 2011a. « From Backyards to Places: Public Engagement and the Emplacement of Renewable Energy Technologies ».in *Renewable Energy and the Public: From NIMBY to Participation*, édité par Patrick Devine-Wright. London - Washington : Earthscan. pp. 57-70
- DEVINE-WRIGHT, Patrick. 2011b. *Renewable Energy and the Public: From NIMBY to Participation*. London - Washington: Earthscan.
- DINICA, Valentina. 2008. « Greening Electricity Production: A Success Story of Multi-Level Governance Convergence and Innovation ». *Energy & Environment*, vol. 19, n° 6: 787-801.
- ELLIS, Geraint, John BARRY, et Clive ROBINSON. 2007. « Many ways to say 'no', different ways to say 'yes': Applying Q-Methodology to understand public acceptance of wind farm proposals ». *Journal of Environmental Planning and Management*, vol. 50, n° 4: 517-551.
- FORTIN, Marie-José (2009) « L'évaluation environnementale de grands projets industriels : potentialités et limites pour la gouvernance territoriale». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol 9 (1) [En ligne], mis en ligne le 05 juin 2009. URL : <http://vertigo.revues.org/index8505.html>. Consulté le 08 juin 2009.
- FORTIN, Marie-José, et LEFLOCH, S. 2010. «Contester les projets éoliens au nom du paysage : le droit de défendre sa cour contre un certain modèle de développement», *Globe : Revue*

internationale d'études québécoises, numéro thématique : Les enjeux énergétiques au Québec : conflits et représentations, vol. 13, n° 2: 27-50.

FORTIN, M.-J., DEVANNE, A.-S., LEFLOCH, S. 2010. «Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement : le cas de l'éolien au Québec». *Développement durable et territoire*, vol. 1, n° 2, septembre.

FORTIN, Marie-José et FOURNIS, Yann. 2011. « L'acceptabilité sociale de projets énergétiques au Québec : la difficile construction par l'action publique ». Actes du colloque *Territoire et Environnement : des représentations à l'action*, Université de Tours, décembre. pp. 321-331.

FORTIN, Marie-José et Yann FOURNIS (dir.) 2013. *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec*, Étude S4-1 remise au Comité d'évaluation environnementale stratégique des gaz de schiste et au MDDEFP..

FOURNIS, Yann et FORTIN, Marie-José. 2013. *L'acceptabilité sociale : La force d'une notion faible*. Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est (GRIDEQ) du Québec, working paper 130614, 11p.

GROSS, Catherine. 2007. « Community perspectives of wind energy in Australia: The application of a justice and community fairness framework to increase social acceptance ». *Energy Policy*, vol. 35, n° 5: 2727-2736.

HAGGETT, Claire. 2010. « Public Opposition to Renewable Energy ». in *Routledge Handbook of Climate Change and Society*, édité par Constance Lever-Tracy. Abingdon and New York: Taylor & Francis. pp. 332-340.

HAGGETT, Claire. 2011. « 'Planning and Persuasion': Public Engagement in Renewable Energy Decision-making ». in *Renewable Energy and the Public: From NIMBY to Participation*, édité par Patrick Devine-Wright. London - Washington: Earthscan. pp. 15-27.

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE (INM). 2012. *Rapport synthèse de la consultation sur le Plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schiste*. Remis au Comité d'évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schiste. 67 p.

JACQUET, Jeffery et STEDMAN Richard C. 2011. « Natural Gas Landowner Coalitions in New York State: Emerging Benefits of Collective Natural Resource Management ». *Journal of Rural Social Sciences*, vol. 26, n° 1: 62-91.

JACQUET, Jeffrey B. 2012. « Landowner attitudes toward natural gas and wind farm development in northern Pennsylvania ». *Energy Policy*, vol. 50: 677-688.

JEGEN, Maya, et Gabriel AUDET. 2011. « Advocacy coalitions and wind power development: Insights from Quebec ». *Energy Policy*, vol. 39, n° 11: 7439-7447.

- JOLIVET, Eric, et Eva HEISKANEN. 2010. « Blowing against the wind—An exploratory application of actor network theory to the analysis of local controversies and participation processes in wind energy ». *Energy Policy*, vol. 38, n° 11: 6746-6754.
- KAMP, Linda M. 2008. « Socio-technical analysis of the introduction of wind power in the Netherlands and Denmark ». *International Journal of Environmental Technology and Management*, vol. 9, n° 2: 276-293.
- LABUSSIÈRE, Olivier, et Alain NADAÏ. 2011. « Expérimentations cartographiques et devenirs paysagers: la planification éolienne de la Narbonnaise (Aude) ». *Espaces et sociétés* n° 146(3): 71-92.
- LEWIS, Joanna I. et Ryan H. WISER. 2007. « Fostering a renewable energy technology industry: An international comparison of wind industry policy support mechanisms ». *Energy Policy*, vol. 35, n° 3: 1844-1857.
- MANDER, Sarah. 2008. « The role of discourse coalitions in planning for renewable energy: a case study of wind-energy deployment ». *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 26, n° 3: 583-600.
- MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (MRN) (2013a) *De la réduction des gaz à effet de serre à l'indépendance énergétique*. (Faits saillants du document de consultation). n.p.
- MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (MRN) (2013b) *De la réduction des gaz à effet de serre à l'indépendance énergétique*. Document de consultation. 83 p.
- NADAÏ, Alain. 2007. « “Planning”, “siting” and the local acceptance of wind power: Some lessons from the French case ». *Energy Policy*, vol. 35, n° 5: 2715-2726.
- NADAÏ, Alain. 2012. « Planning with the Missing Masses: Innovative Wind Power Planning in France ». in *Learning from Wind Power: Governance, Societal and Policy Perspectives on Sustainable Energy*, édité par Joseph Szarka, Richard Cowell, Geraint Ellis, Peter A. Strachan, et Charles Warren. New York: Palgrave Macmillan. pp. 108-129
- PARKHILL, Karen. 2007. « Tensions Between Scottish National Policies for Onshore Wind Energy and Local Dissatisfaction—Insights from Regulation Theory ». *European Environment*, vol. 17, n° 5: 307-320.
- PIFER, Ross H. 2011. « What a short, strange trip it's been: Moving forward after five years of marcellus shale development ». *University of Pittsburgh Law Review*, vol. 72, n° 4: 615-660.
- POWER, Simon, et Richard COWELL. 2012. « Wind Power and Spatial Planning in the UK ». in *Learning from Wind Power: Governance, Societal and Policy Perspectives on Sustainable Energy*, édité par Joseph Szarka, Richard Cowell, Geraint Ellis, Peter A. Strachan, et Charles Warren. New York: Palgrave Macmillan.
- SIMARD L., LEPAGE L., FOURNIAU J.-M., GARIEPY M. ET GAUTHIER M. (sous la dir. de), 2006, *Le débat public en apprentissage. Aménagement et environnement. Regards croisés sur les*

expériences française et québécoise, L'Harmattan, Paris, Montréal, coll. Villes et entreprises, 315 p.

STRACHAN, Peter A., et David LAL. 2004. « Wind Energy Policy, Planning and Management Practice in the UK: Hot Air or a Gathering Storm? ». *Regional Studies*, vol. 38, n° 5: 549-569.

SZARKA, Joseph. 2004. « Wind power, discourse coalitions and climate change: breaking the stalemate? ». *European Environment: The Journal of European Environmental Policy (Wiley)*, vol.14, n° 6: 317-330.

SZARKA, Joseph. 2007. *Wind power in Europe: politics, business and society*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, N.Y: Palgrave MacMillan.

TOKE, David. 2011. *Ecological Modernisation and Renewable Energy*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

VALETTE, Elodie. 2005. « Intégration environnementale de l'éolien et régulation locale des conflits: l'action des collectivités territoriales dans l'Aude (France). ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol.6, n°3. Consulté octobre 24, 2011 (<http://vertigo.revues.org/3693>).

VAN DER HORST, Dan. 2007. « NIMBY or not? Exploring the relevance of location and the politics of voiced opinions in renewable energy siting controversies ». *Energy policy*, vol. 35, n° 5: 2705-14.

VAN DER HORST, Dan, et David Toke. 2010. « Exploring the landscape of wind farm developments; local area characteristics and planning process outcomes in rural England ». *Land Use Policy*, vol. 27, n° 2: 214-21.

WALKER, Gordon, et Noel CASS. 2007. « Carbon Reduction, 'the Public' and Renewable Energy: Engaging with Socio-technical Configurations ». *Area*, vol. 39, n°4, pp. 458-69.

WOLSINK, Maarten. 2000. « Wind power and the NIMBY-myth: institutional capacity and the limited significance of public support ». *Renewable Energy*, vol. 21, n° 1: 49-64.

WOLSINK, Maarten. 2006. « Invalid Theory Impedes Our Understanding: a Critique on the Persistence of the Language of NIMBY ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 31, n° 1: 85-91.

WOLSINK, Maarten. 2007a. « Planning of renewables schemes: Deliberative and fair decision-making on landscape issues instead of reproachful accusations of non-cooperation ». *Energy Policy*, vol. 35, n° 5: 2692-2704.

WOLSINK, Maarten. 2012. « Wind Power: Basic Challenge Concerning Social Acceptance ». in *Encyclopedia of Sustainability Science and Technology*, vol. 17, édité par Robert A. Meyers. New York: Springer. pp. 12218-12254.